

# La révolution du logement dans la Révolution Bolivarienne

★ [www.legrandsoir.info/la-revolution-du-logement-dans-la-revolution-bolivarienne.html](http://www.legrandsoir.info/la-revolution-du-logement-dans-la-revolution-bolivarienne.html)

22 janvier 2018

Jean-François Parent

Entretien de Hernando Calvo Ospina avec l'architecte Jean-François Parent, président du Laboratoire international pour l'habitat populaire, une association française. Cette rencontre a eu lieu à Caracas, en décembre dernier. Jean-François Parent présente les projets du LIHP au Venezuela, mais parle aussi de la situation politique de ce pays.



**Hernando Calvo Ospina. Parlez-moi du projet, comment a-t-il commencé, et pourquoi ici au Venezuela en particulier ?**

Tout est lié au travail du Laboratoire et à ses relations avec l'Amérique Latine. On travaille depuis 2013 avec le Brésil, la Colombie, le Venezuela, Haïti et le Mexique. C'est un travail de recherche sur les questions urbaines et le rôle de l'habitat populaire, sur son histoire politique et sociale.

On s'est interrogés sur la façon dont les grands mouvements populaires visaient à transformer radicalement ces sociétés et comment cette ambition politique se traduisait sur le plan du mode de vie. C'est cela qui a motivé notre travail.

Au Venezuela, nous avons travaillé sur la présence du pouvoir populaire dans les décisions concernant la transformation urbaine, par le biais des conseils communaux. Nous sommes arrivés la première fois en 2011, mais c'est en 2013 que nous avons fixé les choses. Nous avons démarré ce travail et progressé au fur et à mesure. Nous sommes venus au Venezuela car l'architecture contemporaine nous intéressait. Il nous semblait que, comme au Brésil et au Mexique, la question de la modernité avait été traitée d'une manière particulière au Venezuela, du fait que des architectes avaient étudié en Europe puis rapporté cette culture de la modernité européenne ici, et l'avaient confrontée à La Caraïbe. Donc il s'agissait de comprendre comment la modernité s'était tropicalisée.

Mais dès qu'on abordait la question du logement social, de l'habitat populaire, ça restait très figé sur des modèles européens. On gardait les mêmes principes qu'en Europe, qu'en France. On n'arrivait pas à comprendre pourquoi. Alors on s'est interrogés.

En travaillant, nous avons été amenés à rencontrer des représentants du monde de l'architecture, de l'urbanisme et des représentants populaires vénézuéliens.

On a établi des relations personnelles scientifiques tout à fait passionnantes. A un moment donné, des responsables politiques nationaux nous ont dit que ce que nous faisons les intéressait d'un point de vue opérationnel. Ils avaient réussi à produire sept à huit cent mille logements, dans le cadre de la grande Mission Vivienda, dont l'objectif est de 3 millions de logements. Mais selon eux, ils n'avaient pas répondu à la dette qu'ils avaient vis-à-vis du pays, c'est-à-dire de faire que les gens vivent dans des conditions décentes, où qu'ils soient sur le territoire national. Ils affirmaient que la grande mission Vivienda arrivait à un tournant nécessitant de travailler l'appareil critique de leurs propres productions.

Nous, on était sur le cul quand ils ont dit ça. On s'est dit que ce n'était pas possible que ces gens, impliqués dans un tel processus et compte tenu de l'agression extérieure, puissent se dire : on se met sur la table, à poil, et on réfléchit à cet appareil critique.

Nous leur avons dit très volontiers que nous étions prêts à participer dans la mesure de nos moyens, avec nos limites : nous sommes étrangers, nous ne maîtrisons pas bien la situation politique, sociale, ni les éléments techniques.

Et c'est là qu'on a rencontré Francisco Garcés qui était président du SENEVI, un organisme de certification pour tout ce qui concerne les questions de logement, d'habitat, de construction et de normes administratives.

Il nous a dit : je veux la transformation de Los Teques. Et sachant que Los Teques était aussi la capitale de l'Etat de Miranda, c'était symboliquement extrêmement important, car à l'époque le gouverneur était Henrique Capriles, un homme de droite, opposé à la Révolution Bolivarienne. Il y avait donc un enjeu politique fort.

Nous avons signé une convention avec eux dans le cadre du projet de la grande Mission Vivienda, donc avec le gouvernement national, pour mettre en place cette stratégie de travail.

Nous avons formé une équipe franco-vénézuélienne tout à fait exceptionnelle, c'était plus qu'une équipe franco-vénézuélienne, c'était une équipe de gens qui avaient vraiment envie de travailler.

### **HCO : Qu'est-ce que les vénézuéliens attendaient des français ?**

Nous nous sommes inscrits dans la stratégie de développement de la ville de Los Teques. Le maire nous a dit : « Je veux que vous réfléchissiez, que vous travailliez à partir des axes politiques. Quels sont de votre point de vue les axes urbains et architecturaux à développer ? » Il ne nous a pas donné de contraintes de lieux, ni de quartiers à transformer. On a eu toute liberté, parce que ce qui l'intéressait c'était d'avoir un regard extérieur sur sa ville à partir de son projet politique.

### **HCO : Quel était son projet politique ?**

Redonner vie à Los Teques, une ville de la banlieue de Caracas avec une population pendulaire, c'est-à-dire, qui part en métro bosser le matin à Caracas et qui revient le soir. C'était devenu une ville dortoir, alors que c'était le lieu où l'on produisait la nourriture pour l'ensemble de la ville de Caracas, un territoire gigantesque.

C'est tout le phénomène d'urbanisation mondialisée qui s'applique là. Et le maire disait qu'il fallait réfléchir à une chose fondamentale : éviter ce phénomène pendulaire d'abord, même s'il ne se règle pas en 3 ans. Et réfléchir à redévelopper l'économie locale pour permettre un développement de la ville en l'intégrant d'une autre manière dans celui de Caracas. Pas le grand Caracas, parce qu'ils ne sont pas sur cette notion de grand Paris, de grand machin, comme on a chez nous. Ça aussi c'est un modèle idéologiquement fort : on impose une forme d'urbanisation qui est le modèle néolibéral.

Un des points qui me paraissait très important, était la question du travail, c'est-à-dire le rapport des gens à leur travail. Comment faire pour qu'en produisant de la ville, on change y compris le rapport à la nature du travail. On n'améliore pas que les conditions de travail, mais on change la manière dont on pense le travail.

C'était extrêmement passionnant, car il y avait plein de zones urbaines industrialisées en déshérence.

Un deuxième point important était l'implication populaire dans la conception de la transformation de la ville.

Nous avons travaillé dans un premier temps avec la représentation populaire, c'est-à-dire qu'on a discuté avec les conseils communaux et le maire. C'est à ce moment que le maire a défini un lieu important, un quartier en mutation, structuré politiquement sur le plan des conseils communaux.

Il y a eu 3 étapes successives pour en arriver là où on en est aujourd'hui, c'est-à-dire prêts à construire. On va démarrer la construction maintenant.

### **HCO : Avec quels moyens ? Comment se porte le secteur du bâtiment au Venezuela ?**

Cette question est extrêmement importante dans le processus de la grande Mission Vivienda. Comme le Venezuela est un pays pétrolier, pendant toute une période l'appareil de production industrielle a été mis de côté, parce qu'on n'en avait pas besoin. Tout était importé, et en particulier dans le bâtiment. Il y a toujours des constructions dans le secteur privé, mais qui ne répondent pas aux besoins de la population.

L'outil de production du bâtiment a été réduit à une industrie de médiocre ou de faible qualité qui n'est pas capable de répondre aux besoins des objectifs de la grande Mission Vivienda, c'est-à-dire de produire massivement 300 000 logements par an. La France arrive à peine à 100 000.

Il faut un puissant appareil industriel pour cela. D'où l'importance, à la fois politique et industrielle, de la présence de la population dans le processus de production de la ville.

### **HCO : Comment cela se met-il en place concrètement ?**

C'est justement l'un des objectifs : impliquer la population dans la construction de logements, pour qu'ils deviennent des ouvriers permettant de développer des chaînes de production, des lignes de production préfabriquées aussi, et qu'ils participent à la

construction, mais pas comme ils ont fait au départ en achetant clés en mains des logements aux chinois, aux biélorusses, etc.

En engageant ce processus, en même temps que tu produis du logement, tu construis un appareil de production populaire puisque ce sont les populations qui, au travers de leur conseil communal, permettent d'avoir de petites industries répondant aux demandes, qui ne sont pas les mêmes que celles de la construction de tours de 25 étages.

En ce qui concerne l'implication des citoyens, c'est un processus en plein développement, et c'est ça qui est très intéressant. Au départ, dans les statistiques, les vénézuéliens devaient représenter 30 % de la production du logement de la grande Mission Vivienda, maintenant ils atteignent 65 % voire 70 %.

On produit non seulement du logement, mais aussi de la richesse car c'est une source de travail. On dit que l'économie va mal, mais on voit bien qu'en ce moment les vénézuéliens sont en train de générer une nouvelle économie au travers de ces grands axes politiques.

### **HCO : Comment le gouvernement français considère-t-il ce projet ?**

L'administration française dit que ce n'est pas facile, que c'est dangereux. C'est donc difficile d'organiser les choses dès qu'on les officialise, du côté français. Cela n'est pas une critique de l'administration française, c'est un constat.

D'abord, officiellement, la France n'a pas de très bonnes relations diplomatiques avec le Venezuela. En 2013, l'ambassadeur de l'époque avait une ambition, parce qu'on n'était pas encore dans la situation économique et politique actuelle, Chavez était encore là. Avec le pétrole à 100 dollars le baril, l'économie vénézuélienne n'était pas la même qu'aujourd'hui. Il y avait une volonté de coopérer, des champs d'investigation qui faisaient qu'on avançait dans plein de domaines.

Avec Hollande, quand tout s'est arrêté, nous avons été marginalisés de fait, puisque plus rien ne se passait.

Nous nous sommes rendu compte à un moment donné que si l'on s'appuyait sur la structure de coopération officielle, on n'avancait pas. On ne peut pas dire qu'ils nous empêchaient d'avancer, mais c'était très difficile. Alors, on s'est libérés de tout ça et on a avancé.

Avec Macron, des positions politiques officielles ont été prises, qui font que c'est très difficile d'aller au Venezuela en disant qu'on représente la France. Mais on ne la représente pas, on représente un idéal de travail et de coopération.

Il y a un nouvel ambassadeur qui essaie de faire des choses un peu plus dynamiques, donc on verra bien. Mais on n'est pas dans une situation où l'on peut attendre de la France quoi que ce soit. Ce n'est pas possible.

### **HCO : Comment pouvez-vous progresser alors que le gouvernement français a décrété que le Venezuela était une dictature ?**

Cela nous freine par moments. Mais comme nous avons atteint la phase opérationnelle, que nous ne sommes plus des chercheurs travaillant sur une dimension théorique, c'est le

gouvernement vénézuélien qui nous dit : Allez les mecs, on construit. Opérationnaliser, c'est ce qui nous intéresse, d'autant plus que les vénézuéliens sont très clairs là-dessus, ils nous disent que nous avons une histoire très particulière, celle du logement social, de la location des logements. Le logement social en France est un outil de démocratisation, un outil de transformation de la ville, qui commence à se perdre.

### **HCO : Avez-vous obtenu le soutien d'entreprises françaises ?**

Oui, on a fait une réunion à l'ambassade du Venezuela à Paris en mars 2017. Les géants du BTP étaient là. Les entreprises publiques françaises étaient intéressées. On leur a dit : venez, on monte une délégation et on rencontre les autorités vénézuéliennes et à travers ce projet-là, on aborde les questions de gestion de l'eau, des déchets, de la construction, de la relation politique. C'est-à-dire, comment articuler la politique, le pouvoir politique et la représentation populaire, le pouvoir municipal, etc.

C'est là qu'est l'os avec l'administration française, puisque les relations franco-vénézuéliennes sont difficiles en ce moment sur le plan politique. Donc les entreprises qui avaient envie de venir avaient une certaine réticence. Ils nous ont dit, on reporte un peu.

Les vénézuéliens font appel à des partenaires, pas seulement économiques, mais des partenaires qui comprennent leur logique. Il faut voir aussi que ce qui se produit actuellement au Venezuela est observé par beaucoup de pays en voie de développement ou de pays frères.

J'ai dit aux autorités françaises de bien prendre la mesure de ce qui est en train de se passer. Bien sûr, les relations politiques peuvent être conflictuelles, mais en ce moment en Amérique latine la ville est en train de changer. Et si nous ne mesurons pas cela, ne nous faisons pas d'illusions, d'autres sauront le faire. Nous voulons participer au développement économique d'un continent puissant extrêmement riche, mais d'une manière que nous appelons la coopération renouvelée, car engagée. Nous considérons que nous pouvons avoir aussi un engagement, pas pour faire du fric, ce n'est pas possible. C'est fini de venir au Venezuela pour faire du fric. Il faut donc voir ou revoir des positions qui s'affranchissent de cet eurocentrisme. C'est ça qu'on est en train d'essayer de mettre en place, mais ce n'est pas facile à cause des autorités françaises. Quand tu vas au ministère des affaires étrangères, les mecs que tu côtoies sortent tous de Sciences po, ils ne comprennent rien. Ils ont une forme de pensée que je trouve abstraite, éloignée de tout.

### **HCO : Avez-vous été touchés par les problèmes des "guarimbas" ?**

Ils nous ont affectés de 2 manières, mais assez secondaires.

Premièrement du côté français. On nous disait que nous ne pouvions pas aller au Venezuela, car c'était la guerre là-bas. Et nous leur disions que nous y allions déjà, et que nous n'avions pas vu de guerre. Cela a créé une certaine tension avec nos partenaires, car ils n'avaient que l'information bête que tout le monde avait en France.

Deuxièmement, ici au Venezuela nous avons été touchés cette année en particulier, parce que l'organisation du pays a été bloquée et que nous avons eu des difficultés pour travailler. Je suis allé plusieurs fois au ministère du logement, et l'année dernière, le rez-

de-chaussée avait été complètement détruit et brûlé par la guarimba.

On a aussi ressenti un peu de tension, quand on allait dans les beaux quartiers où se trouve le Ministère du logement entre autres. Des gens nous avaient repérés comme étrangers, parce qu'il n'y en a pas tant que ça, et nous ont dit : vous, vous êtes des traîtres. Il fallait qu'on fasse un peu attention à ça parce qu'on travaille avec le gouvernement. Ils voyaient bien qu'on n'était pas ici pour passer des vacances, mais parce qu'on avait une activité scientifique, intellectuelle, culturelle, économique avec le pays et qu'on n'était pas en train de pleurer. Nous étions en train de travailler, non pas avec le sourire, mais avec la satisfaction du travail.

Mais c'est plus à l'étranger, en France, que ça nous a affectés parce que nos amis disaient que nous étions « des ambassadeurs du gouvernement vénézuélien », et donc « vous n'êtes plus du tout objectifs ».

Alors moi je réponds, et le Labo répond régulièrement : Non, nous ne sommes pas objectifs, nous sommes engagés. Nous avons fait des choix. Et nous sommes prêts à en débattre, y compris sur le plan de la forme architecturale des projets. C'est-à-dire que vous pouvez émettre une critique sur nos productions architecturales. C'est pour ça qu'on les publie, qu'on les présente en différents endroits, parce qu'on attend la critique, on n'a aucune raison de ne pas l'accepter. C'est la démonstration d'un engagement.

Nos idées se traduisent dans cet engagement, un processus de transformation radicale de la société, et elles génèrent des formes particulières, un espace particulier. C'est pour cela que nous travaillons au Venezuela.

**Jean-François PARENT avec Hernando CALVO OSPINA**